

Dans la lutte menée contre la Résistance par les occupants allemands et le gouvernement de Vichy, **la surveillance** et les **multiples moyens répressifs** montrent que le contrôle total de la communication constitue un **enjeu important**.

Une communication sous surveillance

Les autorités mettent en œuvre tout un arsenal de règles et de sanctions pour contrôler l'information et les moyens de communication.

Dès juin 1940, **l'altération d'affiches** est considérée par les autorités allemandes comme un acte de sabotage et punie de peines sévères. **L'écoute des radios étrangères** diffusant une propagande hostile à l'Etat français est passible d'amende.



La ville de Chalon-sur-Saône doit payer une amende de 25 000 Reichmark pour inscriptions injurieuses, 29 mars 1941. (W1272).

Instauration d'un couvre-feu et « interdictions de toute manifestations et réjouissances » en Saône-et-Loire occupée, août 1943. (W1261).

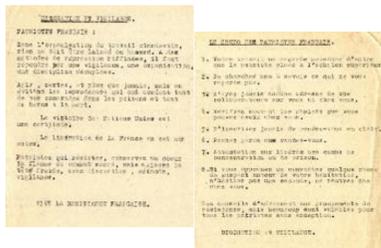


Les matériaux (papier, encre) et les machines nécessaires à la fabrication de feuilles clandestines sont rares et leur vente est étroitement surveillée par la police. Une ordonnance allemande du 18 décembre 1942 décrète que quiconque aura **confectionné** ou **distribué des tracts** sans y être autorisé encourra une peine de **travaux forcés** et dans les cas les plus graves, la **peine de mort**.

L'instauration de **couvre-feux**, la **surveillance des cafés, hôtels et lieux publics**, le contrôle des communications téléphoniques complètent ce dispositif et sont autant d'**obstacles** à éviter et de risques à prendre pour les résistants.



Patrouille allemande opérant dans la région de Cluny. (BH/GF 855).



Tract largué le 18 août 1943 à Mâcon. (W109299).

" J'ai fait partie de la Résistance au titre des Forces Unies de la Jeunesse Patriotique puis des MUR... Il s'agissait principalement de propagande, distribution de tracts, papillons, journaux... Je me suis fait arrêter deux fois dans les rues de Cluny, et un de mes copains a d'ailleurs été fusillé plus tard... "

Louis Gambut, pris dans la rafle du 14 février 1944 à Cluny (BH/GF 1051).

Répression et communication

Les résistants sont la cible des **forces de l'ordre civiles et militaires** allemandes (Wehrmacht, Feldgendarmarie, Gestapo, Abwehr, Sipo-SD) et françaises (gendarmerie, police, renseignements généraux, milice). Elles se renseignent, recherchent, arrêtent, et répriment ceux qui jouent un rôle dans la communication, ou dans la transmission d'informations au sein de la Résistance.

Les imprimeurs et diffuseurs de tracts et de journaux clandestins font l'objet d'enquêtes, de perquisitions et d'arrestations.

Le 21 juillet 1941, Titus Bartoli de Digoïn est arrêté pour distribution de tracts communistes.

Il est interné au camp de Châteaubriant (Loire-Atlantique).

Le 22 octobre 1941, il est fusillé comme otage par les nazis avec 26 autres camarades, suite à l'attentat contre le Feldkommandant Hotz.



Arrestation de Charles Renaud le 3 décembre 1940. Il est condamné à six mois de prison. (W1249).

Berthy Albrecht, une des figures de la Résistance, est arrêtée par la Gestapo à Mâcon le 28 mai 1943. Elle a participé à la fondation et à l'organisation du mouvement de résistance Combat aux côtés d'Henry Frenay et a rédigé de nombreux articles dans le journal du même nom. Conduite à la prison de Fresnes, elle meurt deux jours après son arrestation. Frenay et elle venaient souvent à Mâcon rencontrer les résistants à l'Hôtel de Bourgogne et prendre des contacts avec les autres réseaux.

Les opérateurs radios parachutés sur le territoire français sont traqués par la police de Vichy et la Gestapo. Ils subissent de **très lourdes pertes** les premières années : 75 % des radios sont arrêtés et près de la moitié exécutés en 1941 et 1942.

Roger Vacher dit « Thomas », chef du mouvement Combat pour le Louhannais, héberge un radio en juin 1943. Le 14, vers 18h30, alors que l'opérateur vient d'envoyer des messages, les Allemands perquisitionnent et découvrent le poste émetteur. Ils arrêtent immédiatement le radio, un résistant, M. Vacher et sa femme. Tous ont été déportés.

René Pacaut, Maquis dans la plaine. (BH3464).

Les **sédentaires** qui aident et hébergent les agents de la France Libre, les Alliés et la Résistance intérieure payent un lourd tribut.



Camille Chevalier, garagiste à Chalon-sur-Saône, fait passer la ligne de démarcation, dès l'été 1940, à des résistants, à des prisonniers et en particulier à des aviateurs dont les appareils avaient été abattus. Il est arrêté à Chalon-sur-Saône le 13 juillet 1942, condamné à mort par le tribunal militaire allemand de Dijon et fusillé le 8 août 1942.

Les **services français et allemands de renseignement** mettent en œuvre tous leurs **moyens de communication** (surveillance, enquêtes, investigations, infiltration, écoutes) pour démanteler les réseaux de résistance.

Un groupe est constitué de 13 hommes (en principe), les groupes sont ainsi répartis dans les bois de la Grande du Bois 3 groupes dans le bois de Verrier 4 groupes dans les bois de Boussières le nombre d'hommes étant partie des groupes de la région d'Étigny approximativement à une centaine.

Sous l'égide (notre groupe) sans une bombe une corbeille est déposé de la route pour aller au rendez-vous, je ne sais pas encore s'il s'agit de la bombe prochaine nous allons nous occuper à la constitution d'un poste émetteur, je ne puis encore vous dire l'endroit exact... L'ÉGLISE habite à la route d'Étigny (faubourg de Saint-Jacques) dans une grande ferme sur la route de Jacon (voir liste 6)

Actuellement il ne semble pas utile de faire une annonce en matière à la région de Bois, du fait que le nombre d'hommes n'est pas supérieur à 200 et les groupes répartis dans les bois s'étendant sur 10 à

Transcription d'un rapport de l'agent de renseignement Garcia à la section d'espionnage allemande de Dijon.

L'agent infiltre et collecte des informations sur la Résistance dans la région de Charolles, Cluny et Mâcon. Ces rapports sont à l'origine d'une série de 27 arrestations par la Gestapo en janvier 1944 et du démantèlement du réseau local de résistance. (collection privée).

Entre février et avril 1944, la police de sûreté française mène de **«minutieuses et laborieuses investigations»** dans le milieu de la **résistance communiste** du bassin minier de Montceau. Cette opération de grande envergure aboutit à une étude précise de son organisation et à **l'arrestation de 112 personnes**, anéantissant ainsi le mouvement, pour un temps.